***ONG de Santé et de lutte contre les IST/VIH/sida***



# Commentaires et recommandations à la CEDAW

# DRAFT General Recommendation on Trafficking in Women and Girls in the Context of Global Migration

CONSCIENCE ET VIE (COVIE) est une association de Santé et Lutte contre les IST / VIH / SIDA créée depuis 2014, sa mission est d'affirmer le respect des droits de l'Homme parmi les populations très vulnérables, les Travailleuses du sexe, les victimes de violences, de discrimination et de stigmatisation.

Elle prône un monde où chaque individu a un libre accès aux services de santé sexuelle et reproductive tout en respectant les droits de l'homme dans une communauté sans discrimination.

COVIE promeut les droits de l'homme et fournit une assistance juridique, médicale et psychosociale tout en luttant contre les violences basées sur le genre en Côte d'Ivoire.

Nous présentons les commentaires et recommandations suivants en réponse au projet de recommandation générale sur la traite des femmes et des filles dans le contexte de la migration mondiale préparé pour le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW).

**Remplacer le mot « Prostitution » par « Travailleuses du sexe » dans le texte général.**

**Encourager et faire des plaidoyers à l’endroit des Etats n’étant pas partie du traité pour faire valoir les droits des femmes et filles victimes de violences e de trafic.**

Il faut également prêter attention à la situation des droits de l'homme des personnes travaillant de leur propre gré dans les mêmes secteurs, tels que les travailleurs domestiques et de soins, et les travailleurs agricoles migrants.

Nous demandons au comité de clarifier la section :

**(IV)-**Root causes and discouraging the demand that fosters exploitation through

Trafficking ET (**e**-) Root causes of trafficking in women and girls and discouraging the demand that fosters their exploitation through trafficking

**Section IV, (d)**

« Enquêter, poursuivre et condamner tous les auteurs impliqués dans la traite des personnes, y compris ceux qui sont du côté de la demande»

Nous pensons que l’expression « auteurs impliqués » englobe tous les acteurs de la traite jusqu’aux demandeurs.

**Recommandation :** En cas d’impuissance d’une organisation au traité, elle a possibilité de se faire aider ou accompagner par un autre organisme au traité en vue d’avoir gain de cause.

Nous remercions le Comité pour travail déjà abattu sur l'utilisation abusive par les autorités et leur reconnaissance des travailleuses du sexe comme cibles de cette utilisation abusive, mais nous demandons plus de spécificité pour assurer la clarté et mesurer le respect et la mise en œuvre par certains États.

En effet, nous sommes témoin des actions de la police où les travailleuses du sexe sont détenues et leurs droits sont gravement violés, mais les autorités justifient ces actions comme un combat efficace contre des racolages qui sont interdits. Ces actions policières s'adressent en particulier aux travailleuses du sexe migrants, car ils n'ont souvent pas le statut de résident légal (ou sans papiers), donc s’ils se trouvent dans une situation de traite ou d’exploitation sexuelle, ils ne sont pas encouragés à le signaler à la police parce qu'ils reçoivent des traitements par la police ou risque d'être expulsé. Il n'est pas rare que les travailleuses du sexe domestiques sont également la cible de descentes de police.